



**Table ronde sur la science participative pour la gestion  
durable des ressources naturelles dans les aires protégées  
du plateau des Guyanes**

Événement en marge du V<sup>e</sup> congrès international sur la biodiversité du plateau  
des Guyanes

**06/08/2019**

Universidad de la Amazonia  
Florencia, Caquetá, Colombie

## Table des matières

RENFORRESAP en bref.....	3
Programme de l'événement parallèle.....	4
Introduction.....	5
Allocution de bienvenue .....	5
Présentation des représentants de chaque pays du plateau des Guyanes .....	6
Guyana.....	6
Guyane .....	7
Suriname .....	9
Colombie .....	11
Sessions de Post-it.....	15
Prochaines étapes: comment avancer sur le sujet ?.....	21
Liste des participants.....	21

## RENFORESAP en bref

*RENFORESAP a été officiellement lancé les 1<sup>er</sup>, 2 et 3 octobre 2018 à Paramaribo (Suriname). Le projet « Renforcer le réseau des aires protégées du plateau des Guyanes et leurs contributions à un développement durable et respectueux des cultures, des valeurs et des modes de vie » est une approche multi-partenariale transnationale portée par les gestionnaires d'aires protégées du Suriname, du Guyana et de la Guyane. Il rassemble les différents gestionnaires des aires protégées de la région et est mis en œuvre par le Parc amazonien de Guyane (Guyane), la Commission des aires protégées (Guyana) et le Ministère du développement régional et le Ministère de la planification spatiale et de la gestion des ressources terrestres et forestières (Suriname).*

*Le projet vise à renforcer la résilience de la forêt et les moyens de subsistance de la population locale dans un contexte d'impacts croissants du changement global sur les écosystèmes du plateau des Guyanes. Son objectif général est de renforcer la capacité des aires protégées à répondre aux défis communs qu'elles rencontrent. Plus spécifiquement, il a pour objectif de renforcer le dialogue entre les aires protégées des trois pays du plateau des Guyanes et capitaliser les meilleures expériences.*

*Les actions spécifiques pour parvenir à ces objectifs sont l'organisation de trois (3) ateliers régionaux rassemblant les gestionnaires d'espaces protégés, la production de quatre (4) synthèses thématiques participatives sur les meilleures approches d'appui au développement local dans les zones isolées, en particulier par l'écotourisme, la science participative pour la gestion durable des ressources naturelles en milieu amazonien, les stratégies de lutte contre les menaces liées à l'orpaillage illégal, et la transmission des patrimoines culturels vivants.*

*Les résultats escomptés dans le cadre du projet sont notamment : une meilleure visibilité des problématiques de conservation de la biodiversité du plateau des Guyanes au niveau global, une meilleure contribution des aires protégées au développement local et durable et à la conservation de la biodiversité, un meilleur échange sur les défis et les solutions aux problèmes rencontrés par les communautés amérindiennes et marrons de la région, et un dialogue renforcé entre les pays du plateau des Guyanes sur les enjeux à moyen et long terme en matière de conservation et d'éco-développement des écosystèmes du plateau dans le bassin amazonien au sens large.*

-----

## Programme de l'événement parallèle

Date : mardi 6 août 2019

Durée : 3 heures

Lieu : Heliconias Hall – Universidad de la Amazonia – Florencia – Caquetá – Colombie

Langue de travail : anglais (interprète anglais-espagnol)

Participants : participants au Congrès et représentants des pays suivants

- Brésil : **Shaji Thomas**, Université fédérale de Para, Centre d'études amazoniennes
- Venezuela : **Daniel Lew**, Institut vénézuélien de recherche scientifique, Unité de la diversité biologique
- Colombie : **Mercedes Mejía Leudo**, professeure à l'Universidad de la Amazonia
- Guyane : **Raphaëlle Rinaldo**, responsable scientifique du Parc amazonien de la Guyane
- Suriname : **Rudy van Kanten**, directeur de Tropenbos Suriname
- Guyana : **Odacy Davis**, commissaire adjointe à la Commission des aires protégées du Guyana

Agenda :

<b>9 h 00 – 9 h 05</b>	Introduction et allocution de bienvenue
<b>9 h 20 – 9 h 30</b>	Présentation du projet RENFORESAP
<b>9 h 30 – 9 h 35</b>	Objectifs, résultats escomptés et lignes directrices de la table ronde
<b>9 h 35 – 11 h 05</b>	Présentation des représentants de chaque pays du plateau des Guyanes Identifier les défis rencontrés par chaque pays en termes de science participative pour la gestion durable des ressources naturelles dans leurs aires protégées
<b>11 h 05 – 11 h 30</b>	Sessions de Post-it Partage d'expériences, enseignements tirés et opportunités de collaboration
<b>11 h 50 – 12 h 00</b>	Prochaines étapes : comment avancer sur le sujet ?

## Introduction

Il a été décidé d'organiser un événement en marge du V<sup>e</sup> congrès international sur la biodiversité du plateau des Guyanes à Florencia (Colombie) afin de saisir l'opportunité de la tenue de ce congrès et de la présence des acteurs concernés du plateau des Guyanes pour partager les expériences et les enseignements tirés des programmes en cours dans la région sur la science participative dans l'environnement amazonien.

Près de 25 personnes ont participé à cet événement parallèle qui a été divisé en deux sessions : une table ronde entre les représentants de chaque pays du plateau des Guyanes suivie d'une session de Post-it avec tous les participants. Les intervenants de la table ronde ont été invités à identifier les défis auxquels chaque pays était confronté en termes de science participative pour la gestion durable des ressources naturelles dans leurs aires protégées. Ils disposaient de 10 minutes pour chaque présentation. Dans le cadre de la partie participative (session de Post-it), quatre affiches ont été collées aux murs de la salle avec des questions sur le domaine thématique. Les participants ont été divisés en petits groupes qui se sont relayés devant chaque affiche pour répondre aux questions. Les participants disposaient en moyenne de 10 minutes par affiche. Les deux sessions sont détaillées dans les prochaines parties de ce rapport.

## Allocution de bienvenue

Claude Suzanon, président du Parc amazonien de Guyane, a prononcé l'allocution de bienvenue. Il a brièvement évoqué le contexte difficile caractérisant le plateau des Guyanes, une formation géologique partagée par 6 pays avec 5 langues différentes. Communiquer entre les pays n'est pas toujours une tâche facile, M. Suzanon a rapporté qu'il y a plusieurs années, il était



difficile de rallier tous les pays et que c'est toujours le cas de nos jours. Il a également exprimé sa satisfaction en ce qui concerne les efforts de RENFORESAP pour combler le fossé existant entre le Suriname, le Guyana et la Guyane. Concernant le thème de l'événement parallèle, il a reconnu que la première problématique restait l'appropriation des approches. Selon lui, les communautés locales travaillaient avec des scientifiques sans, toutefois, aucune forme de restitution par la suite en leur faveur.

Sevahnee Pyneeandy, coordinatrice du projet RENFORESAP, a ensuite fait une présentation du projet. Elle a passé en revue les objectifs, les actions et les événements à venir dans le cadre du projet. Arnaud Anselin, directeur adjoint du Parc amazonien de Guyane, a animé l'événement. Il a

présenté les objectifs, les résultats escomptés et les lignes directrices des deux sessions. L'objectif était de saisir l'opportunité de la tenue de ce congrès et de la présence des participants pour partager les expériences et les enseignements tirés sur le thème. Les résultats contribueraient à produire un aperçu participatif sur la meilleure façon de soutenir le développement local dans les aires protégées du plateau des Guyanes sur ce sujet.

## Présentation des représentants de chaque pays du plateau des Guyanes

**Brésil :** *M. Shaji Thomas*, Université fédérale de Para, Centre d'études amazoniennes

**Venezuela :** *M. Daniel Lew*, Institut vénézuélien de recherche scientifique, Unité de la diversité biologique

**Colombie :** *Mme Mercedes Mejía Leudo*, professeure à l'Universidad de la Amazonia

**Guyane :** *Mme Raphaëlle Rinaldo*, responsable scientifique du Parc amazonien de la Guyane

**Suriname :** *M. Rudy van Kantén*, directeur de Tropenbos Suriname

**Guyana :** *Mme Odacy Davis*, commissaire adjointe à la Commission des aires protégées du Guyana

### Guyana



Mme Odacy Davis de la Commission des aires protégées du Guyana (CAP) a ouvert la session. Elle a présenté les aires protégées du pays. La plupart d'entre elles comptent des communautés locales vivant à l'intérieur ou autour des aires et, dans certains cas, les aires protégées appartiennent à des communautés. Elle a expliqué que, de par la loi, les peuples autochtones peuvent continuer à utiliser les ressources dans toutes les aires protégées. Il est donc important de collecter des données afin de mieux gérer les ressources. Elle a ajouté que les communautés participent au processus d'élaboration des plans de gestion. Par exemple, si une espèce doit être protégée, la CAP collectera les données

correctes auprès des personnes concernées. Pour la Commission, les sciences participatives représentent des opportunités de collaboration avec les communautés.

Elle a également décrit les stratégies appliquées par la CAP : investissement dans les nouvelles technologies (utilisation de drones et tournage numérique), mise en place d'une structure locale impliquant le personnel et les gardes forestiers (aide à la définition des priorités de recherche) et analyse de la pertinence de la recherche. Mme Davis a ensuite parlé du centre IWOKRAMA qui a investi dans les enfants et les jeunes par le biais de la création de clubs axés sur la faune et la nature. Ces clubs encouragent la participation scientifique et l'utilisation de méthodes traditionnelles pour effectuer des recherches. De plus, les enfants formés il y a 20 ans font désormais partie de l'équipe de gestion et certains sont des gardes forestiers de l'aire protégée.

Les politiques relatives à l'accès et au partage d'avantages (APA), les intérêts concurrents des jeunes, les infrastructures et les ressources inadéquates pour mettre en œuvre les programmes scientifiques, la participation et l'adhésion des communautés dans et autour des zones de conflit et l'utilisation des ressources externes (par exemple, l'exploitation minière) comptent parmi les défis rencontrés dans le cadre de la mise en œuvre de ces stratégies. Enfin, elle a énuméré différents exemples de participation des communautés locales dans des programmes scientifiques, notamment à travers des enquêtes visant à déterminer ce qu'elles pensent des aires protégées et des actions à entreprendre, l'utilisation d'images par lidar pour évaluer l'érosion du littoral, la cartographie des ressources et le piégeage photographique. L'échange d'idées et de connaissances avec les étudiants, la valorisation des connaissances traditionnelles et l'utilisation des langues autochtones dans toutes les actions sont également des moyens qui sont pris en considération. Pour Mme Davis, il est important de s'assurer que la politique environnementale prend en compte l'implication de la communauté.

## Guyane



La seconde présentation a été effectuée par Mme Raphaëlle Rinaldo du Parc national de Guyane. Elle a donné une brève description des différentes aires protégées du territoire et a résumé les programmes de science participative en cours dans les aires protégées de Guyane ainsi que les défis rencontrés au titre de la mise en œuvre de ces programmes. Actuellement, 19 programmes visant à collecter des données et/ou à prélever des échantillons sont en œuvre. Les participants peuvent être des spécialistes (bénévoles et professionnels) ou non (grand public et personnel rémunéré chargé de mener des enquêtes). Ces programmes prennent diverses formes comme la création de bases de données axée sur l'écologie pour améliorer les connaissances sur les espèces et à orientation sociale pour améliorer les connaissances sur les pratiques liées aux ressources naturelles.

Mme Rinaldo a ensuite donné quelques exemples des programmes en cours :

- **Faune-Guyane (depuis 2015)** : base de données participative sur l'ensemble du territoire qui centralise et recueille des données sur les oiseaux (> 87 %), les amphibiens, les reptiles, les poissons, les mammifères (y compris les chauves-souris et les mammifères marins) et les insectes (libellules, phasmes). Il s'agit de l'initiative d'une organisation non gouvernementale d'observateurs d'oiseaux (GEPOG) qui compte plus de 600 000 entrées. Le programme est utile au Système d'Information sur la Nature et le Paysage (SINP) pour dresser la liste rouge régionale de la Guyane. Cependant, la plateforme n'est pas un logiciel libre, ce qui crée des difficultés pour transférer les données vers la plateforme gouvernementale. Les contributeurs sont principalement des spécialistes de la population.
- **OBSenMER (depuis 2018)** : réseau de bénévoles et de professionnels de la mer recueillant des données sur la faune marine à l'aide de cette plateforme collaborative (à l'intérieur et à l'extérieur des aires marines protégées). Jusqu'à présent, on compte près de 300 contributions de personnes accompagnées de gardes forestiers, ou formées et indépendantes (pêcheurs par exemple). Les protocoles suivis étaient différents en termes d'observations selon les espèces et le type d'observations (échouage ou ponctuelle). Les bénévoles sont également impliqués dans la photo-identification, formant ainsi un réseau avec les utilisateurs de la mer (pêcheurs) tout en contribuant au SINP (Système d'Information sur la Nature et le Paysage).
- **STOC-EPS (depuis 2012)** : base de données participative associant bénévoles et professionnels de la nature/conservation. STOC signifie Suivi Temporel des Oiseaux Communs. Le GEPOG (ONG) a coordonné la mise en œuvre de ce protocole national d'enquête à long terme sur les oiseaux à l'intérieur et à l'extérieur des aires protégées. Les objectifs étaient d'évaluer la tendance des populations d'oiseaux communs dans les zones habitées ou naturelles par le biais de dénombrements ponctuels et de mesurer les impacts de l'agriculture sur la biodiversité des oiseaux. Un réseau d'une vingtaine d'observateurs formés (bénévoles et professionnels) a été nommé sur plus de 50 sentiers, ce qui a permis de collecter plus de 19 000 données. Ces observations ont ensuite été utilisées pour la gestion des terres. Au début, l'ONG était sceptique quant à la possibilité de formation des gardes auprès des communautés locales. Cependant, cela a pris moins de temps que prévu et les communautés locales sont désormais plus impliquées dans le protocole.
- **Programme de chasse (2010-2018)** : l'objectif du programme était de collecter des données sur les pratiques dans le Parc national. Dix enquêteurs locaux formés et 655 chasseurs ont participé au programme, fournissant environ 30 000 captures documentées et des échantillons prélevés. Ces données ont permis de décrire et qualifier les pratiques de chasse (territoires, fréquence...), et de constituer une banque d'ADN. Elles ont été utilisées dans les programmes d'aménagement du territoire et dans le cadre de la constitution de listes rouges. Elles ont également contribué à adapter les règles de gestion, ce qui a conduit au développement d'un nouveau programme financé par l'Europe, Terra Maka'andi.

Mme Rinaldo a conclu sa présentation en déclarant que la coordination est la pierre angulaire pour faciliter le programme des sciences participatives (fonds, ressources humaines), que les participants doivent être formés (bénévoles ou professionnels), que les données collectées doivent être utilisées et restituées aux collecteurs et que les aires protégées sont un bon terrain pour ces protocoles (ils sont faits pour durer). Elle a également décrit des résultats positifs inattendus. Ainsi, les données peuvent être destinées à toutes sortes d'utilisations (communautés, recherche, institutions...) et elles peuvent



également s'avérer être un bon moyen de favoriser les observations dans la nature ou de valoriser les compétences des gardes forestiers.

## Suriname

M. Rudy van Kanten, directeur de Tropenbos Suriname, a ensuite poursuivi avec la troisième présentation. Il a décrit les différentes aires protégées du Suriname et leurs finalités (basées sur l'écosystème, ses services, l'habitat des espèces, les objectifs culturels, les monuments naturels et le paysage). Ces aires protégées sont gérées par le Ministère de la planification spatiale et de la gestion des ressources terrestres et forestières.

Il a indiqué que l'intérieur du pays se composait de plus de 80 % de la superficie des terres faisant partie du plateau des Guyanes et de l'Amazonie au sens large et qu'il possédait une richesse naturelle considérable (biodiversité, ressources en eau douce et patrimoine culturel). Aucune des communautés locales (marrons et autochtones) ne vit à l'intérieur des réserves naturelles mais elles y sont présentes pour assurer leur subsistance. Elles vivent principalement dans des zones de gestion à usages multiples (MUMA – il ne s'agit pas de zones de protection stricte et les activités économiques y sont autorisées). Les communautés ont le droit de faire un usage traditionnel des ressources naturelles dans les aires protégées et jouent un rôle important dans la conservation de la nature en raison de leurs connaissances traditionnelles de la préservation des forêts. Selon lui, il est donc essentiel de les impliquer dans la gestion de ces aires au Suriname. Il a également mentionné que l'orpaillage illégal reste un problème dans les réserves naturelles du Suriname et que de nombreuses activités de recherche ont été menées sur ce sujet.



M. van Kanten a ensuite énuméré les différents programmes scientifiques participatifs menés par des organisations non gouvernementales (ONG) :

- **Conservation International Suriname** : projet de cartographie SIG participative (SIGP) pour identifier les services écosystémiques avec les peuples autochtones Trio et Wayana vivant dans cinq villages du sud du Suriname.
- **Conservation International Suriname** : NBS Mangrove Project (CI, WWF, GCCA +)
- **Fonds mondial pour la nature (WWF)** : projet de surveillance des tortues marines
- **Fonds mondial pour la nature (WWF)** : promotion de la gouvernance participative intégrée des océans au Guyana et au Suriname : la porte orientale des Caraïbes (UE)
- **Amazon Conservation Team** : en collaboration avec l'application de géo-storytelling de Stichting voor Dorpsontwikkeling pour la communauté de Matawai

- **Amazon Conservation Team** : programmes « chamans et apprentis » pour aider à préserver la transmission de l'identité culturelle face au changement moderne
- **Amazon Conservation Team** : projets de cartographie participative avec les communautés locales ; lancés et poursuivis pour soutenir le programme de conservation amazonien des gardes forestiers visant à sauvegarder les aires protégées
- **Amazon Conservation Team** : enquêtes approfondies menées sur les ressources biologiques et autres ressources naturelles, concentrées dans la moitié sud du pays
- **Tropenbos Suriname** : P3DM dans la région du haut Suriname, modèle tridimensionnel et carte de la zone de vie de la communauté de Saamaka (Tropenbos, WWF, UNDP-SGP, EU-ACP-CTA).

Le rôle du gouvernement est aussi important que celui des ONG :

- **Ministère de la planification spatiale et de la gestion des ressources terrestres et forestières** : révision des plans de gestion de Bigi Pan MUMA, Coronie MUMA et Saramacca MUMA (PNUD)
- **SBB/REDD+** : mise en œuvre d'un projet pilote avec la communauté de Brownsberg, Pusugrunu et Frederiksdorp concernant le système de surveillance des terres par satellite (SSTS), le suivi en temps quasi réel (NTRM) et la gestion durable des forêts (GDF)
- **Cabinet du président de la République du Suriname** : projet de démonstration de gestion écosystémique et de gouvernance des océans
- Catalyser la mise en œuvre du programme d'action stratégique pour la gestion durable des ressources marines vivantes partagées des grands écosystèmes marins du plateau des Caraïbes et du nord du Brésil (projet CLME, projet abrégé CLME + 2015-2020).

M. van Kanten a ensuite évoqué les menaces auxquelles ces programmes sont confrontés au Suriname. Par exemple, en termes d'accessibilité, la plupart des aires protégées du Suriname sont situées dans des zones reculées. La ruée vers l'or en raison des prix élevés des produits de base, la dégradation des terres due à l'exploitation minière et forestière, la pollution de l'eau et la perturbation de la tradition et de la culture des communautés autochtones et marrons figurent parmi les autres menaces auxquelles le pays doit faire face.

Il a également évoqué les défis auxquels le pays est confronté, notamment la pénurie de ressources financières et humaines pour gérer et contrôler les aires protégées, la revendication des droits fonciers des communautés locales, les activités économiques légales et illégales, le respect et la protection des connaissances et institutions traditionnelles et les lacunes linguistiques. En ce qui concerne plus spécifiquement les communautés, le respect des protocoles de consentement préalable, libre et éclairé (FPIC) reste un défi, ainsi que la reconnaissance formelle des connaissances traditionnelles dans les documents de recherche scientifique, sans se limiter à une note de remerciement. Les communautés locales demandent un soutien pour des projets de recherche culturellement appropriés, appartenant et dirigés par la communauté, ce qui signifie une recherche combinant à la fois des systèmes de connaissances scientifiques et traditionnels. Selon lui, cette revendication pourrait entrer en conflit avec la « vision occidentale de la science ». Il a terminé sa présentation par une proposition d'adoption de directives éthiques encourageant la participation des populations autochtones et comprenant la communication complète et écrite concernant le consentement ainsi que le soutien des dirigeants communautaires et des participants.

## Colombie



Mme Mercedes Mejía Leudo, professeure à l'Universidad de la Amazonia de Colombie, était la prochaine intervenante. Elle a indiqué que le plateau des Guyanes pouvait être un territoire inconnu pour les Colombiens. C'est pourquoi ce type de coopération entre les pays du plateau des Guyanes joue un rôle significatif car il met en lumière cette région. De plus, la présence d'aires protégées est très importante en matière de conservation, pour la culture et la biodiversité à la fois. Par exemple, le parc national de Chiribiquete constitue une référence pour d'autres pays et est reconnu par l'UNESCO.

L'Institution Humboldt a un projet collaboratif sur le suivi de la déforestation par le biais d'une plateforme ouverte utilisable par tous. Selon Mme Leudo, ce projet revêt une importance majeure car certaines zones du plateau des Guyanes sont confrontées à de nombreux problèmes liés à l'exploitation illicite d'or. Si plus de personnes sont impliquées dans la surveillance et rendent les informations disponibles, cela pourrait aider à réduire la déforestation que génère cette activité. Le ministère de l'Environnement avait adopté une résolution visant à ramener le taux de déforestation à 0 % en 2020, mais il a dû se résoudre à l'abandonner au vu de la situation. Le manque de ressources et d'argent reste le principal problème tandis que les impacts de l'exploitation de l'or peuvent être observés sur les rivières Caquetá qui contiennent des niveaux élevés de mercure menaçant les moyens de subsistance des communautés. De plus, l'agriculture et l'élevage contribuent également à la déforestation dans cette partie du plateau des Guyanes.

Le manque de ressources humaines constitue également un problème. Par exemple, le parc national de Chiribiquete ne compte que 25 personnes impliquées dans la protection de ses frontières. Il a été récemment élargi, sans toutefois bénéficier de ressources supplémentaires. La coopération internationale peut s'avérer utile, mais elle nécessite des fonds et de connaissances pour protéger ce vaste territoire. De nombreuses communautés participent désormais à la conservation des aires protégées. Une initiative mise en place par des agriculteurs à Caquetá contribue à préserver les tortues dans les rivières en ramassant leurs œufs, en élevant les juvéniles puis en les relâchant dans leur environnement naturel. Selon Mme Leudo, les opportunités permettant de travailler ensemble et de contribuer à la biodiversité du plateau des Guyanes sont nombreuses. Malheureusement, le plateau

souffre d'extractivisme et les communautés locales font partie de la solution pour réduire la déforestation car elles sont elles-mêmes impactées.

## Venezuela



M. Daniel Lew, de l'Institut vénézuélien de recherche scientifique, a accepté à la dernière minute de faire une brève présentation du Venezuela au nom de sa collègue, Mariapia Bevilacqua, qui n'avait pas pu se rendre au Congrès en raison du manque de financement et de l'instabilité politique dans le pays. M. Lew a déclaré que le Venezuela comptait environ 17 % d'aires protégées qui présentaient toutes de nombreuses particularités. Le pays traverse une grave crise politique et économique. Cette situation a des impacts sociaux et environnementaux. En 2006, divers investissements ont été consentis en faveur d'activités de recherche, mais avec la crise, la priorité est désormais donnée à l'alimentation et à la santé.

M. Lew a déclaré être convaincu que les initiatives de conservation sont fondamentales, mais être conscient que le développement prime sur les questions de conservation. Il a ensuite mentionné une discussion avec des collègues de l'Institut de recherche scientifique sur la signification du développement. Ils croient que le développement est synonyme de croissance et progrès, donc positif, mais que cela signifie une augmentation permanente de l'utilisation de l'énergie et des ressources. Des années après l'émergence du concept de développement durable lors de conférences multilatérales, de nombreux pays n'ont toujours pas pu le mettre pleinement en pratique. Il a souligné le cas des émissions de dioxyde de carbone et a ensuite demandé aux participants quel modèle de développement devait être, selon eux, renforcé.

La reconnaissance des communautés traditionnelles constitue un autre sujet abordé. M. Lew a déclaré que ces communautés sont reconnues dans les lois vénézuéliennes, mais ces dernières ne sont pas appliquées. Les communautés attendent la reconnaissance de leurs territoires depuis plus de 30 ans maintenant. Ce statut juridique est très important pour travailler dans ces domaines et avec la population autochtone. Il s'est dit convaincu que pour trouver de nouvelles voies de développement, un travail plus étroit doit être mené avec les peuples autochtones. Leur mode de vie peut être une

source d'inspiration permettant d'établir une approche nouvelle et différente de la nature au lieu d'utiliser les ressources disponibles.

## Brésil



À la dernière minute également, M. Shaji Thomas, avocat spécialisé dans l'environnement de l'Université fédérale de Para (Centre d'études amazoniennes), a accepté de remplacer sa collègue Ligia Lopez Simonian qui n'avait pas pu participer à la table ronde. M. Thomas a brièvement expliqué les récents événements politiques au Brésil dont la quasi-totalité des institutions est dirigée par des militaires. La Constitution du pays contient des dispositions en faveur des communautés autochtones, mais ces règles ne sont pas appliquées par le gouvernement actuel. Il existe plusieurs types d'aires protégées au Brésil, dont les parcs nationaux, les réserves naturelles et les réserves biologiques. Cependant, aucune surveillance adéquate de ces aires n'est en place. De plus, de nombreux projets de grande ampleur sont en cours de réalisation sur ces zones, dans le domaine hydroélectrique et minier notamment. Les communautés marrons et tribales ne sont pas suffisamment mobilisées pour leur permettre de protéger ces aires et de s'opposer à ces projets de manière adéquate.

Cependant, les communautés essaient de mettre en œuvre certaines stratégies contre le gouvernement. Elles manifestent depuis deux mois à Brasilia et engagent également des poursuites judiciaires contre le gouvernement. De plus, dans toutes les universités publiques, des discussions de groupe ont lieu pour trouver des moyens de venir en aide à ces communautés. Une association a été créée pour développer des stratégies contre les projets gouvernementaux. Les principales difficultés restent le soutien financier car le gouvernement a réduit toutes les possibilités financières pour les universités publiques et le manque de ressources humaines étant donné que peu de chercheurs se consacrent vraiment à la recherche tribale/autochtone.

M. Thomas a présenté des actions qui pourraient contribuer à faire évoluer la situation : former un front commun de discussion entre tous les pays du plateau des Guyanes et s'appuyer sur les connaissances traditionnelles et la participation des communautés locales pour développer de

nouvelles stratégies (travail au niveau communautaire). Il a ensuite terminé sa présentation par des exemples de projets qui impliquent déjà des communautés locales comme la pêche dans les aires protégées. Les communautés gèrent et protègent elles-mêmes la pêche à l'intérieur de ces zones, même si cette mesure n'est pas reconnue par le gouvernement. La technologie est également mise à profit pour le classement des plantes médicinales par les communautés qui prévoient de publier un livre sur le sujet.



## Sessions de Post-it

<b>Quels sont les projets en cours dans ou autour des aires protégées de votre pays qui impliquent des sciences participatives ?</b>				
	<b>Nom et objectifs du projet</b>	<b>Quelles sont les parties prenantes impliquées ?</b>	<b>Quelles sont les sources de financement ?</b>	<b>Quels sont les impacts de ces programmes ?</b>
1	Projet de la VIDS	Communautés locales en collaboration avec la VIDS (Association des chefs de village autochtones du Suriname)	Nations Unies (ONU)	Sensibilisation à leurs droits et inventaire du développement durable
2			Organisation non gouvernementale (ONG) et Union européenne (UE)	Formation continue des communautés à la protection des mangroves et à l'utilisation des ressources
3	Projet sur les connaissances traditionnelles	Guyana, Commission des aires protégées (CAP), Communautés des aires protégées	Projet Darwin	Documentation participative des connaissances traditionnelles à l'aide de vidéos et de photos en vue d'éclairer les politiques aux niveaux national et international
4	Programme scientifique Iwokrama	CAP		Surveillance des menaces écologiques, suivi des tortues
5	Système d'aires protégées du Guyana 3. Composante 2: Utilisation durable des terres et des ressources	CAP, communautés autochtones locales, agences gouvernementales	KFW Allemagne	Utilisation durable des ressources grâce à la planification de l'utilisation des terres, accords pilotes d'utilisation des ressources
6	Renforcement de la résilience communautaire de la Croix-Rouge	Communautés locales, Société de la Croix-Rouge du Suriname, gouvernement canadien		Renforcement de la résilience
7	Projet de planification de l'espace marin (Suriname-Guyana-Guyane)	Guyane, CAP, Fonds mondial pour la nature (WWF), aires protégées, communautés locales	UE	Commence maintenant - contribuera à définir les aires marines protégées
8	Interactions marines	Communautés locales, représentants du gouvernement, GHFS, WWF	SRJS - IUCN Netherlands	Interactions marines, sensibilisation et renforcement des capacités des communautés locales
9		PNUD Venezuela	PNUD	Écotourisme, formation des gardes forestiers, éducation, infrastructure
10	Certification forestière, programme de cogestion et de surveillance, éducation pour l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets - projet ECCAM, écotourisme : développement de meilleures pratiques et promotion du tourisme communautaire	IWOKRAMA (Guyana)		
11	Brésil : Groupe de protection des mangroves - protection des mangroves et utilisation durable de ses ressources par les communautés locales	Communautés locales, universités et agences gouvernementales		
12	Guyana : cours de formation au CBD, UG qui impliquent le transfert de connaissances des gardes forestiers et des organisateurs communautaires aux résidents de l'AP. Par ex. : (i) rédaction de cours (ii) comment faire des affiches (iii) comment faire une analyse statistique (iv) comment mener des enquêtes sociales		WWF, UG	Renforcement des compétences, transfert de connaissances
13	Venezuela : projet tortuga ; contrôle de la viande de brousse ; projet de longue durée	PNUD (aferrerperezl@gmail.com)	PNUD	

14		FAO, Environnement ONU, WWF, UICN, REDPARQUES	UE	Outils et méthodologies pour une vision commune des problèmes et défis des aires protégées, par exemple vulnérabilité au changement climatique, opportunités de conservation, efficacité de la gestion
15	Bioblitz Canada : documenter toute la biodiversité dans un parc	Institutions scientifiques + aires protégées	Service canadien de la faune (fédéral)	Premier inventaire de la nouvelle réserve sauvage
16	Projet IAPA (Intégration des aires protégées d'Amazonie) : renforcement des systèmes nationaux d'aires protégées dans le biome amazonien	Systèmes nationaux d'aires protégées de Bolivie, Brésil, Guyane, Pérou, Équateur, Colombie, Guyana, Suriname et Venezuela		
17	Projets de recherche de l'Université du Guyana, étudiants et personnel axés sur le mandat de recherche	Étudiants de premier et deuxième cycles	CAP, UG, WWF	Les étudiants sont initiés à la recherche
18	Communautés autour des aires protégées de la montagne Kanuku : visent à conserver et protéger la flore et la faune des montagnes de Kanuku	KMCRG		Communautés qui dépendent de ces domaines pour leurs activités quotidiennes et à travers des pratiques durables





**Implication significative des communautés locales dans la science et la gestion dans les aires protégées de votre pays**

	Quels outils/conseils sont efficaces pour impliquer les communautés locales (lacunes linguistiques, projets éducatifs) ?	Comment impliquer les communautés de manière durable ?	Comment faire participer les scientifiques au processus d'implication des communautés ?	Selon votre expérience, quelles sont les bonnes pratiques à mettre en lumière ?
1	Combiner les connaissances traditionnelles avec les données scientifiques ; utiliser leur langue locale pour définir les concepts et la méthodologie	1) Amener les communautés à comprendre les raisons de la conservation, de cette manière les actions se poursuivront longtemps après la date de fin des produits -> impact à plus long terme 2) Gérer les attentes des communautés -> leur montrer que les financements ne seront pas toujours disponibles mais que les actions devraient néanmoins se poursuivre.	Explorations intégrales avec les communautés autochtones et scientifiques	Canada : communication interactive
2	Adaptabilité de la méthodologie utilisée dans le territoire, en fonction du territoire et de la communauté	Créer des opportunités d'emploi local pour les communautés afin que les personnes informées et formées soient toujours dans la région pendant un certain temps	Compétences linguistiques : rendre obligatoire l'utilisation et la connaissance des langues régionales dans le plateau des Guyanes pendant les études universitaires	Familias guarda bosques = les familles forestières doivent être formées pour contrôler et réduire la chasse, la pêche et la destruction des ressources naturelles
3	Discuter avec eux pour obtenir leurs idées afin de mettre en place un projet communautaire social dans la communauté locale	Mettre en place des initiatives de suivi pour les projets de courte durée : engagement à long terme des scientifiques avec les gens /la communauté	Discussion et dialogue avec la communauté, en utilisant sa propre expérience ; espace de discussion	1) Être transparent et honnête avec les communautés locales 2) Approches participatives de la gestion de la planification
4	Travailler sur les stratégies et plans d'actions avec les communautés locales	Il peut être possible de mettre en œuvre des projets économiques communautaires axés sur les traditions culturelles des communautés et l'utilisation des terres	Concevoir des protocoles/accords pour que les scientifiques soient obligés de travailler avec les locaux -> entre autres pour partager les données de manière conviviale, par exemple de simples affiches, traductions, etc.	Activités / exercices picturaux ; suivre leurs règles/systèmes de commandement ; impliquer tout le monde, les enfants, les jeunes, les personnes âgées



	Quels outils/conseils sont efficaces pour impliquer les communautés locales (lacunes linguistiques, projets éducatifs) ?	Comment impliquer les communautés de manière durable ?	Comment faire participer les scientifiques au processus d'implication des communautés ?	Selon votre expérience, quelles sont les bonnes pratiques à mettre en lumière ?
5	Utilisation d'une technologie socialement acceptable faite par la communauté locale (technologie utilisée et préparée ou développée par la communauté elle-même)	Impliquer les enfants et les jeunes qui sont encore dans la communauté par le biais de stratégies différenciées	Code de conduite pour les scientifiques dans le cadre des demandes de recherche avec les communautés locales	Mener des projets scientifiques avec des enfants et des jeunes
6	Traduction en langue autochtone ; utiliser un langage simple ou expliquer des termes scientifiques/difficiles	Renforcer l'appropriation : les communautés doivent avoir le sentiment que le projet leur appartient, elles doivent être activement impliquées dans le processus au début	Canada : événements Bioblitz -> 24 heures pendant lesquelles les scientifiques documentent toute la biodiversité avec l'aide du public	Gestion collaborative
7	Avoir des entretiens pilotes dans le cadre desquels nous pouvons évaluer les besoins et les priorités des communautés afin que le travail de recherche puisse leur être utile	Respecter la valeur des connaissances traditionnelles	Logiciels de base de données pour la biodiversité spécifique en ligne	Restauration écologique des écosystèmes dégradés mettant en œuvre des méthodes de conception en permaculture intégrant les plantes huileuses et la gestion de la faune sauvage comme moteur de la restauration
8	Projets scientifiques citoyens - les communautés locales aident les scientifiques à collecter des données	Inclure la communauté locale à chaque étape du projet	Montrer aux scientifiques qu'il s'agit d'une situation bénéfique pour tous. Formuler des commentaires et en recevoir des communautés.	
9	(i) Traduction des documents de réunion, imprimés et non imprimés dans les langues locales (ii) Planification et gestion participative : les communautés doivent être impliquées dès le début (iii) Conception d'ateliers adaptés à la communauté (etc.) pour obtenir autant d'informations appropriées que possible	Travailler avec la communauté sur une base à long terme, pour l'aider à s'améliorer d'autres domaines sociaux	Mener un projet scientifique avec les enfants et les jeunes de la communauté ; former la population locale à la réalisation de projets de recherche	
10	Polymériser les connaissances scientifiques et les connaissances ancestrales pour résoudre les problèmes avec précision et de manière continue	Impliquer + former (si nécessaire) des représentants de la communauté locale/autochtone	Engagement à travers le leadership de la communauté par le biais du FPIC et assurer le respect des lois/protocoles locaux + nationaux	



### Accès et partage des avantages dans les aires protégées de votre pays

	Quelles sont les approches permettant de donner l'accès aux ressources naturelles ?	Comment les défis actuels sont-ils relevés dans ce domaine ?
1	GUYANA - Agence pour la protection de l'environnement : protocole Carten, projet de protocole APA, Loi sur les AP, Loi sur les Amérindiens, FPIC (en révision), ONG (Iwokrama), protocole de recherche de l'APE	GUYANA : 1) Absence de plan d'utilisation des terres 2) Conflits/utilisations multiples des terres (exploitation minière + foresterie + agriculture) 3) Absence de lois sur le droit d'auteur 4) L'APA est actuellement en cours de révision avec le FPIC incorporé 5) Manque de connaissances par institution (par exemple les douanes)
2	IWOKRAMA : 1) Processus d'autorisation national, communautaire et IWOKRAMA 2) Participation des représentants des communautés locales, des étudiants, d'IWOKRAMA et de chercheurs universitaires 3) Consentement préalable, libre et éclairé (FPIC)	
3	SURINAME : 1) Les règles/approches datent de 1970 et ont été mises en place par le gouvernement 2) Les droits fonciers ne sont pas encore reconnus par le gouvernement.	SURINAME : 1) Transparence et responsabilité du protocole APA -> élaboration de protocoles et mise en œuvre 2) Changement de législation 3) Création d'organisations locales efficaces -> renforcement des capacités 4) Surmonter les conflits internes dans les communautés pour partager une vision ou adopter une vision commune
4	CANADA : demande pour obtenir l'autorisation de travailler dans des aires protégées et d'accéder aux ressources naturelles	CANADA : les communications peuvent avoir leur directement avec les groupes d'intervenants
5	GUYANE : 2007-2016 -> oui spécifique au Parc national ; 2016-> Protocole APA partout en France + Permis dans les AP : travaux en cours pour établir le protocole FPIC avec les communautés	
6	BRÉSIL : approche participative dans le cadre de laquelle la communauté peut prendre des décisions sur l'utilisation des ressources naturelles. Des protocoles de consultation existent.	BRÉSIL : prise de décision descendante
7	COLOMBIE : loi sur la consultation préalable + spécifique aux AP uniquement avec les autochtones	COLOMBIE : 1) Reconnaître les connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques tout au long du processus d'APA 2) Politique publique de conservation : politique de gestion de la biodiversité et des services écosystémiques 3) Durabilité politique et viabilité pour les communautés environnantes et participation des communautés autochtones 4) Clarté de l'utilisation des terres dans les zones tampons
8	VENEZUELA : loi sur la consultation préalable mais exploitation différente dans les parcs naturels	VENEZUELA : 1) Aucune consultation préalable avec les communautés 2) Les groupes autochtones à la recherche de revenus sont des mineurs actifs dans les parcs nationaux 3) Soutien limité du gouvernement en matière de santé 4) Nécessité de reconnaître les besoins des communautés locales plutôt qu'ils soient dictés par les recherches 5) Les communautés locales doivent jouer un rôle de premier plan en matière d'objectifs et de propositions.

### Renforcement du réseau entre les pays du plateau des Guyanes

	Quelles sont les opportunités de collaboration en lien avec les sciences participatives dans les aires protégées ?	Comment communiquer à l'avenir sur la question de la gestion durable des ressources naturelles dans les aires protégées ?
1	Promouvoir le contact entre les communautés locales de différentes régions/pays	Promouvoir les langues du plateau des Guyanes auprès de tous les étudiants scientifiques de la région. Obligatoire : anglais, espagnol, brésilien, français
2	Forum de discussion commun où actionnaires et scientifiques peuvent échanger leurs expériences	Montrer que les deux parties (AP et communautés) peuvent tirer profit de la gestion durable des ressources naturelles à long terme
3	Participation des universités des régions frontalières dans des projets collaboratifs	Plus d'informations dans les écoles sur la gestion des ressources naturelles dans les aires protégées nationales et régionales
4	1) Programme d'échange pour les enfants et les jeunes dans les aires protégées entre les AP de différents pays 2) Faire une visite de terrain avec les enfants et les jeunes dans les AP	Projets pilotes dans tous les domaines sur la gestion durable des ressources naturelles et visites ou programmes d'échange pour connaître ces modèles
5	Congrès, séminaires, conférences - Participation et partage des informations entre 6 pays du plateau des Guyanes par le biais de décideurs autochtones locaux	1) Échanger plus de documents par voie électronique -> courriels, sites Web, etc. 2) Traduire les documents dans les principales langues du plateau des Guyanes. 3) Courtes vidéos.
6	Échange d'experts entre et au sein des pays	1) Utiliser les réseaux sociaux pour créer des programmes scientifiques intéressants 2) Collaborer dans le cadre du programme scolaire pour y inclure la gestion des ressources naturelles 3) Entamer un dialogue avec d'autres disciplines
7	Missions/expéditions sur le terrain conjointes pour les participants des différents pays	Sensibilisation : créer des livres simples sur la biodiversité du plateau des Guyanes dans les cinq langues
8	Échanges systématiques d'étudiants à travers les aires protégées de nos trois pays	Bulletins, revues scientifiques ou forums en ligne ; différents types de communication
9	1) Partage électronique de rapports/bulletins entre les pays sur les projets et approches scientifiques 2) Échanges entre les aires protégées des pays	Liens entre la participation communautaire et les opportunités économiques Viabilité de la participation communautaire pouvant être favorisée si la communauté peut générer des revenus
10	PALUDISME : comme entrée dans la communauté : initiative sanitaire comme la lutte contre le paludisme : méthodes naturelles	Les corridors biologiques paient pour les services environnementaux
11	La ressource en eau peut être un thème fédérateur (santé, protection des ressources) de collaboration	Identifier la biodiversité dans la zone, la fonction de chacune des espèces dans la biosphère, y compris la dynamique et les interactions qui se produisent pour promouvoir des actions durables et viables pour une utilisation éclairée de ce qu'elles peuvent offrir
12	1) Espèces sauvages avec une grande couverture dans l'aire, zones de distribution partagées 2) Espèces parapluie et/ou phares	Élaboration de projets communautaires mettant l'accent sur la conservation des zones stratégiques et l'utilisation des ressources non ligneuses de la forêt.

## Prochaines étapes : comment avancer sur le sujet ?

Une consultation sera lancée sur ce thème dans le cadre du projet RENFORESAP. Elle se fondera notamment sur les informations fournies dans le cadre des présentations et les sessions de Post-it. Les participants, dont les coordonnées ont été mises à disposition, peuvent également être sollicités par le consultant afin de permettre un échange d'informations plus approfondi et une exploration des différents aspects de ce sujet.

L'événement arrivant à sa fin, les participants n'ont pas eu le temps de donner leur avis sur les débats et l'échange d'informations.

## Liste des participants

Événement parallèle de RENFORESAP sur la science participative pour la gestion durable des ressources naturelles dans les aires protégées du plateau des Guyanes		
Prénom	Nom	E-mail
Rudi	Van Kantén	<a href="mailto:r.vankanten@tropenbos.sr">r.vankanten@tropenbos.sr</a>
Raphaëlle	Rinaldo	<a href="mailto:en-rrinaldo@guyane-parcnational.fr">en-rrinaldo@guyane-parcnational.fr</a>
Shaji	Thomas	<a href="mailto:shaji@outlook.com">shaji@outlook.com</a>
Mario Alexander	Madrid Orodóñez	<a href="mailto:mario.madrid@parquesnacionales.gov.co">mario.madrid@parquesnacionales.gov.co</a>
Burton	Lim	<a href="mailto:burtonl@rom.on.ca">burtonl@rom.on.ca</a>
Vanessa	Benn	<a href="mailto:vbenn@iwokrama.org">vbenn@iwokrama.org</a>
Joey	Zalman	<a href="mailto:joeyzalman92@gmail.com">joeyzalman92@gmail.com</a>
Marie	Fleury	<a href="mailto:marie.fleury@mnhn.fr">marie.fleury@mnhn.fr</a>
Hadeeyah	Asgar	<a href="mailto:hadeeyah.asgar@gmail.com">hadeeyah.asgar@gmail.com</a>
Kaslyn	Holder- Collins	<a href="mailto:kaslyn.collins@uog.edu.gy">kaslyn.collins@uog.edu.gy</a>
Izabela	Stachowicz	<a href="mailto:stachowicz.izabela@gmail.com">stachowicz.izabela@gmail.com</a>

Santiago	Palacios	<a href="mailto:spalacios@actcolombia.org">spalacios@actcolombia.org</a>
Carolina	Sofrony	<a href="mailto:carolina.sofronyesmeral@fao.org">carolina.sofronyesmeral@fao.org</a>
Claudia	Marin	<a href="mailto:claudia.marin@fao.org">claudia.marin@fao.org</a>
Gyanpriya	Maharaja	<a href="mailto:gyanpriya.maharaja@uog.edu.gy">gyanpriya.maharaja@uog.edu.gy</a>
Kaminie	Tajib	<a href="mailto:kaminietajib@gmail.com">kaminietajib@gmail.com</a>
Joëlle	Suzanon	<a href="mailto:joelle.suzanon@gmail.com">joelle.suzanon@gmail.com</a>
Chantal	Landburg	<a href="mailto:chantallanburg@gmail.com">chantallanburg@gmail.com</a>
Sara	Henry	<a href="mailto:sarahenry.pac@gmail.com">sarahenry.pac@gmail.com</a>
Marilyn	Narcouk	<a href="mailto:mnarcouk@kent.edu">mnarcouk@kent.edu</a>
Juan Camilo	Rodriguez	<a href="mailto:jcrb8686@gmail.com">jcrb8686@gmail.com</a>
Julian	Fajardo Delgado	<a href="mailto:fajardojulian48@gmail.com">fajardojulian48@gmail.com</a>
Silvio	Devries	<a href="mailto:silvio.devries@correounivalle.edu.co">silvio.devries@correounivalle.edu.co</a>
Mercedes	Mejia	<a href="mailto:mermejia@gmail.com">mermejia@gmail.com</a>
Luciano	Doest	<a href="mailto:ldoest@live.com">ldoest@live.com</a>